



Enfants souffrant de malnutrition dans un camp
de PDI de Gulu, dans le nord de l'Ouganda,
en juillet 2005.
© Andy Sewell/Getty Images

Perpétuer la peur

L'ARMÉE DE RÉSISTANCE DU SEIGNEUR (LRA) ET LES ARMES LÉGÈRES

INTRODUCTION¹

L'Armée de résistance du Seigneur (LRA) est un groupe armé non étatique qui engage de force des enfants dans une guerre où ils se battent avec des armes légères. Cette guerre est dirigée essentiellement contre les populations civiles du nord de l'Ouganda. La LRA commet des massacres et des atrocités et enlève des enfants en recourant à une violence extrême pour les forcer à devenir soldats. On estime qu'entre 25.000 et 30.000 enfants ont été enlevés depuis 1987. Certains se sont échappés; d'autres sont morts des suites des violences endurées, de la maladie, de la faim et de l'épuisement. Les enfants représentent aujourd'hui entre 80 et 90% des effectifs restants de la LRA, que l'on estime entre 500 et 1.000 soldats.

Durant les 19 dernières années, les combats ont tué des milliers de gens et déplacé presque 1,3 million de personnes dans le nord de l'Ouganda. Plus nombreuses encore sont les personnes mutilées et torturées au cours de démonstrations de force de la LRA. Bien que les populations soient souvent attaquées avec des couteaux ou avec des outils agricoles, les armes légères restent celles qui facilitent le plus la violence. Elles sont utilisées pour encercler les gens et les empêcher de s'enfuir.

L'armée ougandaise n'a pas réussi à obtenir de victoire militaire sur la LRA. Elle la combat au moyen de véhicules blindés, d'avions et de 40.000 soldats environ, et a ainsi pu restreindre certaines activités de la LRA et mettre à mal son réseau d'approvisionnement. Mais, bien que son nombre de combattants ait diminué, qu'elle dispose de peu de ressources et qu'elle rencontre des difficultés pour transporter son équipement, la LRA est toujours capable de combattre, de tuer et d'enlever des enfants. Parce qu'elle est bien équipée en armes légères, elle est en mesure d'attaquer les populations locales ainsi que l'armée ougandaise, tant en Ouganda qu'au Soudan.

Les armes légères sont les mieux adaptées aux opérations de la LRA et le groupe utilise donc peu d'armes lourdes. L'approvisionnement et l'entretien des armes légères jouent donc un rôle essentiel dans la capacité de la LRA à continuer le combat. Les principales conclusions de ce chapitre sont les suivantes:

- La LRA dépend des armes légères pour la conduite de ses opérations.
- La LRA n'a pas besoin de beaucoup plus que les armes légères et les individus qui les utilisent.
- Il n'est pas difficile de capturer des enfants, de les endoctriner et de les entraîner à se servir d'armes légères.
- Les armes légères sont au service d'une politique délibérée consistant à semer la terreur au sein de la population civile.
- La LRA acquiert régulièrement des armes légères et les conserve en bon état de fonctionnement.
- Des armes sont cachées partout dans le nord de l'Ouganda et le sud du Soudan.
- Des stocks d'armes abondants signifient que la LRA peut encore survivre longtemps en tant que force de combat.

Ce chapitre conclut que l'approche militaire actuelle du conflit ne fait qu'ajouter au problème des armes légères dans le nord de l'Ouganda. Les politiques du gouvernement et de l'armée consistant à armer une partie de la population civile contre la LRA et les autres groupes armés ont largement contribué à la brusque augmentation des niveaux d'armement de la population civile dans la région. Cette situation contribue à entretenir un cycle d'insécurité et de surarmement, dont le conflit avec la LRA n'est qu'un élément.

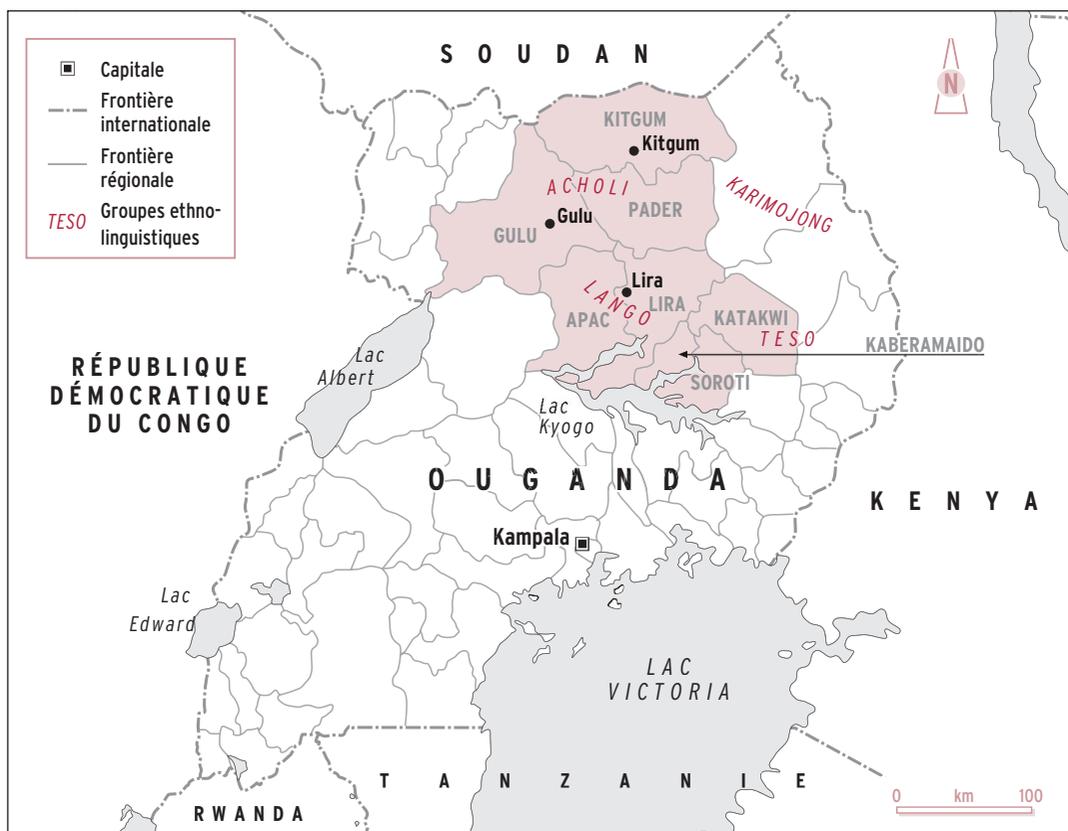
UN PASSÉ TROUBLÉ

La politique ougandaise est caractérisée par un profond clivage Nord-Sud hérité de la période coloniale. La crise avec la LRA y trouve ses racines et a également contribué à l'amplifier.

Les gens du Nord, et plus particulièrement les Acholi, constituaient l'essentiel de l'armée sous l'occupation britannique, tandis que les populations du Sud se voyaient favorisées par l'administration gouvernementale. Cet état de fait s'est poursuivi après l'indépendance proclamée en 1962. Les nordistes et les sudistes en sont venus à se considérer mutuellement comme favorisés d'une façon ou d'une autre. Dans les années 1970 et au début des années 1980, plusieurs régimes oppressifs successifs, tels que ceux d'Idi Amin (1971-79) et de Milton Obote (1962-71; 1980-85) ont contribué à creuser encore davantage ce fossé. Les populations du Nord, et tout particulièrement l'Armée de libération nationale de l'Ouganda (UNLA) constituée en grande partie de soldats nordistes, ont été de plus en plus considérées comme répressives.

Les dernières années de lutte contre le régime de Milton Obote et de ses successeurs qui n'ont guère fait long feu ont été témoin des persécutions extrêmes contre les populations civiles du Sud. On estime que l'UNLA a tué environ 300.000 personnes – un fait toujours frais dans les mémoires de nombreux habitants du Sud (ICG, 2004, p. 2). Lorsque l'Armée de résistance nationale (NRA), dirigée par Yoweri Museveni, a envahi Kampala en janvier 1986 pour établir l'ordre politique toujours en place², bon nombre de soldats de l'UNLA ont fui vers le nord pour rejoindre leurs communautés acholi des districts de Gulu et de Kitgum, voire même plus loin, au Soudan (cf. carte 11.1)

Carte 11.1 **Districts ougandais affectés par les activités de la LRA, 1987-2005**



Les craintes de représailles des Acholi se sont vues confirmées lorsque la NRA s'est attaquée à la population³. D'anciens soldats de l'UNLA ont alors formé l'Armée de défense du peuple ougandais (UPDA) opposée à la NRA nouvellement formée, mais le groupe a dégénéré, se livrant à des agressions et des violences contre ses propres concitoyens acholi (Behrend, 1999, p. 25).

Une grande partie de la société acholi a par conséquent nourri un certain nombre de griefs, qui n'ont toujours pas été apaisés à l'heure actuelle. Victimes d'une forte opposition au Sud, les Acholi étaient honteux de «leur» défaite militaire et craignaient aussi des représailles. Ils étaient de surcroît rongés par la culpabilité face aux atrocités commises dans le Sud; mais aussi confrontés à des niveaux élevés d'insécurité. La situation était prête à être exploitée par toute personne susceptible d'offrir une échappatoire à cette fâcheuse situation collective.

Un soulèvement populaire a vu le jour vers la fin 1986, centré autour d'une femme prénommée Alice, qui affirmait être le médium d'un esprit, le *Lakwena*. Le Mouvement du Saint-Esprit (HSM) d'Alice Lakwena prêchait le salut par la purification. Au sein du mouvement, on expliquait aux soldats qu'une fois purifiés, ils seraient protégés au combat. On leur apprenait à marcher droit sur l'ennemi sans se mettre à couvert, une tactique qui allait tout d'abord s'avérer extrêmement payante⁴.

Le HSM a trouvé de nombreuses recrues au sein de la société acholi, a pris de l'importance et a infligé toute une série de défaites à la NRA. En janvier 1987, le mouvement s'est approché à moins de 80 km de Kampala. En octobre et novembre de cette même année, toutefois, le mouvement a été écrasé au cours de plusieurs défaites infligées par les forces gouvernementales dans le district d'Iganga et ses environs.

Dans l'ombre du Mouvement du Saint-Esprit d'Alice, Joseph Kony est apparu comme un médium spirituel vers janvier 1987. D'abord connu sous le nom d'Armée du Seigneur, puis plus tard d'Armée de résistance du Seigneur⁵, son mouvement a commencé à attirer un petit nombre de partisans au sein de l'UPDA et de la population locale. A l'instar du HSM, elle a recruté certains membres par la force (Behrend, 1999, p. 179-80). Toutefois, au fil du temps, les enlèvements sont devenus la principale source de nouvelles recrues, car la LRA n'a jamais bénéficié d'un soutien populaire à grande échelle.

Des opérations destinées à déloger la LRA, particulièrement l'opération *North* de 1991, avaient pour objectif de distancer la population locale du groupe mais ont eu pour effet de précipiter des attaques sur les populations civiles. Les troupes gouvernementales ont déplacé de force des milliers de personnes dans des villages «protégés», ou camps, et se sont par la suite livrées à de nombreuses violations des droits de l'homme (HRW, 1997, p. 84). Si ces opérations semblent avoir introduit une distance physique entre la LRA et la population locale, elles sont également à l'origine d'une opposition plus forte au gouvernement et à l'armée au sein de la population acholi. De surcroît, la LRA a commencé à se comporter de plus en plus comme si la population locale était de mère avec le gouvernement.

A partir de 1991 environ, la LRA a commencé à lancer des attaques à grande échelle sur les populations civiles, notamment des raids sur des écoles et des cliniques. Des combattants ont massacré, enlevé et torturé des gens, amputant des membres, coupant des oreilles ou des lèvres et arrachant des yeux (ICG, 2004, p. 6; HRW, 1997, p. 82).

La LRA a également entrepris de nouer des relations avec le gouvernement du Soudan – la réponse du Soudan au soutien par l'Ouganda de l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA). A partir de 1997, la LRA a reçu des armes et des munitions du Soudan, ainsi que l'autorisation d'utiliser le sud du Soudan comme base d'opérations⁶. Elle s'est mise à enlever des enfants et à les emmener au Soudan pour les y entraîner. En 1997, on estimait que la LRA comptait environ 5.000 combattants, dont la majorité étaient des enfants (Nyeko et Lucima, 2002, p. 18-19).

L'année 2002 a marqué un tournant pour la LRA. Tout au long de la fin des années 1990 et des premières années de la décennie suivante, la LRA avait largement tiré profit du manque d'efficacité des Forces de défense populaires de l'Ouganda (UPDF)⁷ récemment renommées. L'accord de Nairobi de 2002 a toutefois restauré les relations diplomatiques entre le Soudan et l'Ouganda, ce qui a permis à l'UPDF de mener des opérations contre les bases de la LRA au Soudan et a, semble-t-il, réduit l'ampleur des transferts d'armes soudanaises vers la LRA⁸. Depuis 2002, les combattants de la LRA sont confrontés à de graves difficultés pour le transport d'armes et de denrées alimentaires en raison d'importantes opérations de l'UPDF, telles que l'opération *Iron Fist* et d'autres qui lui ont succédé.

Les enlèvements
sont devenus une
source prédominante
de nouvelles
recrues.



A Obalanga, dans le nord de l'Ouganda, 46 corps sont ramenés de la brousse pour être enterrés en juin 2005. Les incursions des rebelles de la LRA dans la région de Teso en 2003 ont tué des milliers de gens. © AFP/Getty Images

La LRA a tout d'abord changé de tactique et tenté d'étendre ses opérations, mais avant 2003, cette stratégie s'était soldée par une véritable désorganisation (ICG, 2004, p. 7-8). On estime dans une large mesure que ce changement de circonstances est à l'origine de toute une série de pourparlers de paix entre la LRA et des représentants du gouvernement depuis 2003. Le gouvernement a poursuivi à ce jour, une stratégie bilatérale d'usage de la force et de négociations, en privilégiant toutefois la première option.

Les premiers mois de 2005 ont vu l'érosion continue de la capacité militaire de la LRA et le groupe a une fois de plus changé de tactique. Les combattants restants de la LRA, qu'on estime entre 500 et 1.000, se sont dispersés en petits groupes, souvent fort éloignés du commandement centralisé (ICG, 2005b, p. 3)⁹. A ce jour, cette tactique s'est avérée efficace pour attaquer et enlever des gens au sein des communautés locales, mais aussi pour éviter des rencontres dangereuses avec les troupes de l'UPDF¹⁰.

Au cours des derniers mois de 2005, un nouveau changement de tactique de la LRA a pu être observé. Pour la première fois en 19 ans, la LRA a lancé toute une série d'attaques contre des agences et des travailleurs humanitaires internationaux, qui ont causé la mort de plusieurs personnes. Reste à déterminer si ces attaques ont constitué une réponse délibérée à la délivrance par la Cour pénale internationale (CPI) d'un mandat d'arrêt à l'encontre des dirigeants de la LRA en octobre 2005.

Les commandants de la LRA ont très bien pu en déduire que les organismes humanitaires font partie d'un effort international explicitement dirigé contre eux et non pas simplement consacré à l'apport d'une aide aux populations affectées. La LRA a également modifié ses zones d'opérations au cours des derniers mois de 2005. Si elle a longtemps opéré dans le sud du Soudan et y a organisé des attaques par le passé, elle l'a fait récemment de façon plus fréquente. Fait plus marquant, elle s'est montrée active sur la rive est du Nil, au sud de Juba; a mené des incursions sur Loka et Lainya le long de la route entre Yeï et Juba, et a lancé des attaques à l'ouest jusqu'à Yeï. Dans le cas de Yeï, c'est la première fois que le groupe s'est attaqué à l'Etat d'Equatoria oriental. Ces attaques ont affecté l'accès commercial à Juba ainsi que les opérations des ONG dans la région. Des agences de déminage, en particulier, ont suspendu leurs opérations dans la région. En septembre 2005, un important groupe de combattants est également entré dans la province du Kivu en République démocratique du Congo (RDC). Les attaques au Soudan et en RDC semblent être en augmentation – signe inquiétant que la guerre pourrait bien s'étendre (cf. carte 11.2)¹¹. Au cours d'un incident notable qui s'est déroulé en RDC en janvier 2006, huit soldats de maintien de la paix guatémaltèques ont été tués lors d'un affrontement avec des combattants de la LRA au nord de la ville de Bunia (BBC, 2006; MONUC, 2006).

MOBILES ET ORGANISATION DE LA LRA

La LRA constitue l'expression apparente des mobiles de Joseph Kony. Ses combattants vivent au jour le jour, n'arborent aucun signe de modernité et n'ont pas de motivations économiques apparentes. Les combattants subalternes n'ont guère d'autres préoccupations réelles que de survivre au temps passé au sein de la LRA. Ils ne prennent aux populations locales que ce dont ils ont besoin pour subsister. Quant aux commandants, ils semblent eux aussi n'avoir que peu d'incitations matérielles. Pour bon nombre d'entre eux, les 20 ans ou plus passés à commettre des atrocités contre leur propre peuple ne donnent guère envie de rentrer chez eux.

S'il existe un projet politique derrière la campagne de la LRA, c'est celui de Joseph Kony et de lui seul. La LRA constitue l'extension de l'apparent besoin de Kony d'affirmer son pouvoir et de constituer une véritable menace pour le peuple et le gouvernement ougandais. Des observateurs font remarquer que la plupart des attaques et campagnes d'envergure se sont produites en réponse à quelque action ou déclaration de la part du gouvernement ou des populations locales qui semble destinée à diminuer la préention au pouvoir de Kony¹². La LRA poursuit donc sa campagne parce que tel est le désir de Kony. Le groupe ne cessera ses activités que si Kony accepte de sortir de la brousse, s'il est tué ou s'il n'est plus en mesure de recruter par la force et d'armer des personnes enlevées.

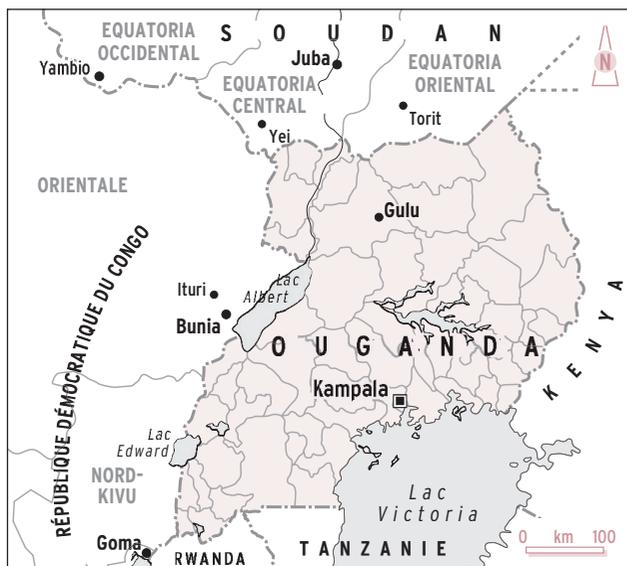
Contrairement au HSM qui l'a précédé, la LRA ne dispose que d'un soutien populaire des plus limités et doit donc enlever des recrues pour pouvoir survivre. A la base du contrôle exercé par Kony sur la LRA, il y a le fait qu'entre 80 et 90% des combattants de la LRA sont des enfants enlevés âgés de 10 à 17 ans. Le groupe évite d'enlever des adultes pour deux raisons très simples: il leur est plus facile de s'échapper et il est plus difficile de les endoctriner¹³.

Il est par contre possible de terroriser des enfants au point d'en faire des combattants efficaces. L'endoctrinement est complété par le fait que les armes légères sont assez petites et légères pour que des enfants puissent les utiliser avec une efficacité mortelle dès l'âge de sept ans. La capacité de «création» de nouveaux combattants de la LRA repose donc sur deux facteurs: la disponibilité d'enfants à enlever et la disponibilité d'armes à leur fournir.

La LRA dispose d'une formule simple pour la réussite de ses attaques contre les troupes gouvernementales – ses combattants sont endoctrinés pour obéir sans discuter aux ordres de leurs commandants, dont l'autorité est confirmée par les esprits.

Entre 80 et 90% des combattants de la LRA sont des enfants enlevés.

Carte 11.2 L'Ouganda et les pays voisins



La tactique principale est héritée du HSM: «Les enfants se dirigent droit sur les soldats. Dans les herbes hautes, ils sont petits et difficiles à voir. Ils avancent sans s'arrêter. Il est impossible de les arrêter et l'UPDF prend généralement la fuite.» «L'aspect le plus important de leur entraînement n'est pas d'apprendre à tirer ou à tendre une embuscade, mais bien d'apprendre à suivre les esprits», explique un ancien commandant de la LRA¹⁴.

Même si des enfants pensaient à remettre en question le pouvoir des esprits sur eux, les souffrances infligées à ceux qui tentent de s'enfuir et le fait que les enfants eux-mêmes sont contraints de participer à l'infliction de la punition ont un véritable effet dissuasif en cas de tentative de désertion.

Dans une force constituée essentiellement de combattants enlevés, il n'a jamais

Encadré 11.1 L'enlèvement comme forme de recrutement

Il n'existe pas de schéma clairement défini pour les enlèvements perpétrés par la LRA. Ils se produisent lorsque la LRA a accès à des populations et si certains sont planifiés, d'autres se décident au moment même. Toutefois, lorsque la LRA lance une attaque pour enlever des enfants, elle le fait généralement la nuit et vise des villages isolés et des camps de déplacés internes (PDI - personnes déplacées à l'intérieur du pays) mal défendus à l'extérieur des villes. Si elle le fait pendant la nuit, c'est tout simplement parce que les enfants sont alors regroupés en un seul endroit. Les enfants sont généralement enlevés seuls ou par deux mais il arrive parfois que la LRA soit en mesure de rassembler 30, voire même 100 enfants lorsque les villages sont mal défendus¹⁵.

L'endoctrinement commence immédiatement après l'enlèvement. Les comptes-rendus les plus détaillés nous viennent de ceux qui ont conseillé les enfants démobilisés. D'après eux, les commandants de la LRA impliquent directement les enfants dans des atrocités sur le lieu de l'enlèvement et les enfants ont donc le sentiment de ne pas pouvoir rentrer chez eux en sachant ce qu'ils ont fait. Comme l'explique un travailleur humanitaire, «ils les obligent à tuer leur famille et des villageois qu'ils connaissent. Ils peuvent aussi par exemple les obliger à couper le bras de leur mère ou de leur père».

La plupart des enfants sont battus peu de temps après leur capture. Cela implique souvent jusqu'à 200 coups de bâtons et parfois même des coups sévères portés avec des *pangas*¹⁶. Les commandants tentent de susciter dès le départ la peur de l'évasion. Ils obligent les enfants à tuer ceux qui tentent de s'échapper en les frappant avec des bâtons et des pangas, voire même en se mordant jusqu'à ce que mort s'ensuive. Ces atrocités relèvent d'une politique délibérée destinée à inculquer aux enfants une véritable terreur de la LRA.

Les violences s'accompagnent de rituels, qui sont également conçus pour faire naître la peur chez les enfants enlevés. Les enfants sont oints d'une croix tracée avec de l'huile de karité après qu'on leur ait expliqué que cette huile contient les esprits. On affirme aux enfants que cette huile et les esprits qu'elle représente les protègent des balles. On leur dit également que s'ils tentent de s'échapper, les esprits les embrouilleront et qu'ils tourneront en rond avant de revenir vers la LRA, qui les tuera alors. La crainte d'appartenir à la LRA n'est peut-être surpassée que par la peur d'être recapturé.

Sources: Entretiens menés dans le nord de l'Ouganda en mai 2005

fait aucun doute que nombreux sont ceux qui souhaitent être démobilisés et retourner dans leur communauté. Il n'en demeure pas moins qu'en dépit de nombreuses évasions et captures de combattants, bon nombre d'entre eux ne peuvent pas partir en raison de la crainte que leur inspire la LRA. Le problème se situe essentiellement au niveau des dirigeants et plus particulièrement de Joseph Kony.

«La LRA ne contrôle pas le territoire, elle contrôle l'esprit des gens.»

La plupart des recrues disposent de deux, trois jours ou d'une semaine d'entraînement à la manipulation d'armes légères. Au cours de cette période, toutes les recrues sont formées au fonctionnement, à l'utilisation et au démontage d'un fusil d'assaut. Sous le feu de l'ennemi, le comportement à adopter est très simple. Les combattants doivent obéir aveuglément à leur commandant sous peine de mort, n'ouvrant le feu qu'à bout portant, lorsque les chances de toucher l'ennemi sont les plus élevées¹⁷. Il s'agit là d'une formule simple, mais efficace.

UTILISATION D'ARMES LÉGÈRES PAR LA LRA

Si tous leurs mouvements sont étroitement surveillés, les combattants de la LRA disposent par contre d'une grande liberté d'action lorsqu'il s'agit de conduire des campagnes de violence. Comme le dit si bien un haut responsable humanitaire, «la LRA ne contrôle pas le territoire, elle contrôle l'esprit des gens»¹⁸. C'est précisément à cet effet que sont conçues les attaques de la LRA. La plupart des attaques sur les populations civiles se décident donc dans le feu de l'action, à chaque fois que les combattants ont l'occasion de le faire et s'accompagnent généralement d'une extrême brutalité. Les armes légères permettent ou facilitent toutes ces attaques et s'avèrent donc essentielles pour la politique de la LRA visant à inspirer la peur dans la région.

La LRA entreprend un certain nombre d'activités différentes. Elle enlève des enfants pour en faire des combattants; enlève des habitants de la région comme porteurs de denrées alimentaires et de munitions; s'attaque aux véhicules sur les routes ou encore aux positions mal défendues de l'UPDF et aux camps de PDI et enfin, engage le combat avec les patrouilles mobiles de l'UPDF. La LRA mène généralement à bien plusieurs de ces actions simultanément. A titre d'exemple, une attaque pourrait avoir lieu pour se saisir de denrées alimentaires mais les combattants pourraient également enlever des gens en même temps pour porter le butin, ou encore tuer des soldats de l'UPDF et s'emparer de leurs munitions (cf. tableau 11.1)¹⁹.

Contrairement aux armes lourdes, les armes légères sont essentielles pour la LRA car elles lui confèrent un degré élevé de mobilité. La plupart des attaques n'impliquent généralement que des petits groupes de combattants de la LRA, habituellement un maximum de 10 ou 15²⁰. Les attaques sont rapides et la LRA ne tarde pas à quitter la zone, avant que l'UPDF n'ait le temps de faire venir des armes lourdes ou des avions pour engager le combat.

Après analyse de la fréquence des attaques, le personnel de sécurité d'agences humanitaires estime que des unités de la LRA peuvent parcourir jusqu'à 50 km en une journée. La LRA compte sur cette mobilité pour échapper à l'UPDF et fait généralement appel à ses combattants les plus forts et les plus robustes pour s'attaquer à des cibles plus importantes car ils peuvent rapidement évacuer les lieux avant que l'UPDF puisse lancer une contre-attaque. En cas de confrontation, la tactique de la LRA consiste à se séparer en très petits groupes et à se disperser dans la brousse²¹.

Les combattants s'abstiennent généralement de faire feu sur des civils. Du personnel humanitaire témoigne que la LRA utilise le plus fréquemment des *pangas* et des couteaux pour perpétrer ses atrocités. Comme l'a fait remarquer un agent de sécurité sur le terrain, «dans la plupart des cas, ils tuent des gens qui travaillent dans leur jardin en utilisant leurs propres outils»²².

Les armes légères s'avèrent néanmoins essentielles lors de ces actes. Les atrocités sont toujours commises sous la menace d'une arme, empêchant ainsi les gens de s'enfuir. Les civils ont tellement peur d'être abattus que, dans l'ensemble, les combattants ne doivent faire feu que lorsqu'ils affrontent les troupes de l'UPDF. La conservation de munitions pourrait toutefois ne pas constituer une réponse à de graves pénuries: la LRA pourrait simplement choisir d'utiliser des outils agricoles ou des couteaux lors de ses attaques pour leur effet traumatisant.

Des anciens combattants rapportent que lors d'affrontement avec l'UPDF, ils optent rarement pour le tir automatique. On leur apprend en effet à tirer des coups de feu uniques à bout portant. Même dans ce cas-là, ces anciens combattants expliquent comment on leur ordonne de «faire feu avec circonspection» pour n'utiliser qu'un maximum de cinq cartouches au cours d'un affrontement sérieux²³. Le tir automatique n'est utilisé que lors d'attaques d'envergure contre l'UPDF, ce qui est rare. On apprend aux combattants à préserver les stocks et, comme l'a fait remarquer un ancien combattant, cette tactique est rigoureusement appliquée: «Si des combattants perdent des munitions, ils sont systématiquement punis de mort»²⁴.

Tableau 11.1 Types d'attaque de la LRA et utilisation d'armes légères

Type d'attaque	Utilisation d'armes légères
Embuscades sur la route	Tirs de fusils d'assaut pour arrêter les véhicules. Utilisation potentielle de lance-roquettes antichar. Attaques possibles de civils avec d'autres armes.
Embuscades dans les champs/la brousse	Utilisation de fusils d'assaut pour encercler les gens à enlever ou attaque au moyen d'outils ou de couteaux; coups de feu rarement tirés.
Attaques sur des camps de PDI	Fusils d'assaut parfois utilisés directement pour tuer, la plupart du temps utilisés pour encercler les gens à enlever ou attaque au moyen d'outils ou de couteaux.
Enlèvements	Fusils d'assaut, généralement utilisés pour encercler les gens, coups de feu rarement tirés.
Attaques de bases de l'UPDF	Utilisation de fusils d'assaut et parfois d'armes légères; feu rarement nourri.
Attaque de patrouilles à pied de l'UPDF	Fusils d'assaut utilisés pour tuer des soldats; feu rarement nourri.
Attaque de patrouilles mobiles de l'UPDF	Coups de feu tirés pour arrêter des véhicules et tuer des soldats, utilisation potentielle d'armes légères.

Sources: Entretiens menés dans le nord de l'Ouganda en mai 2005

Encadré 11.2 L'impact humain du conflit

A l'heure actuelle dans le nord de l'Ouganda, environ 1,3 million de personnes vivent dans des camps de déplacés internes (PDI), soit quelque 90% de la population de la région. Ces camps sont généralement constitués de centaines de huttes entassées les unes près des autres avec parfois seulement un mètre entre elles. Ce sont des endroits sordides et ravagés par les maladies et dans bien des camps, seuls 10% de la population ont accès à des latrines. Le choléra constitue un problème majeur.

Des gens qui vivaient autrefois à côté de leurs propres champs ou «potagers» résident désormais dans des camps situés à plusieurs kilomètres de là. Certains ne peuvent pas s'occuper de leurs potagers car ils sont situés trop loin des camps; d'autres doivent marcher pendant une heure au moins pour les atteindre. Par ordre militaire et pour leur propre sécurité, les gens ne sont pas autorisés à quitter les camps avant 9h00 et doivent être de retour avant 16h00. Le labour, les semailles, l'élevage et les récoltes ne peuvent donc avoir lieu qu'entre 10h00 et 15h00. Certains jours, les gens sont confrontés à une interdiction de quitter le camp en raison d'activités de la LRA. Le temps fait tout simplement défaut pour cultiver la terre efficacement et la majorité des gens dépendent de l'aide alimentaire.

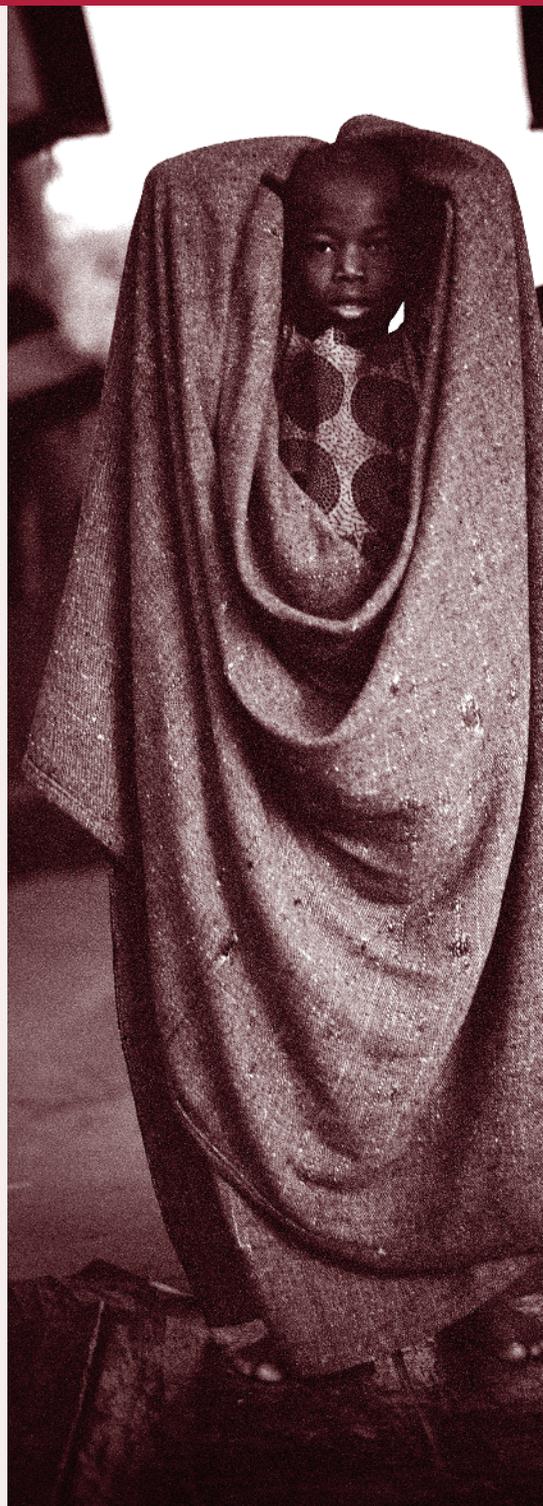
L'instruction pose également problème. Dans certains camps, le rapport professeur/élèves est de un pour 700, et les enfants sont donc contraints de se tenir en dehors de la salle de classe, où il est impossible d'entendre le professeur. Environ 25% des enfants d'âge scolaire ne vont même pas à l'école.

La population vit dans la crainte constante d'attaques de la LRA. La peur est une image difficile à saisir et dans l'ensemble, les gens qui vaquent à leurs occupations quotidiennes la cachent relativement bien. «La peur domine tout ici: la peur de la situation et la peur de la mort», fait remarquer l'un des chefs religieux locaux. L'UPDF a beau défendre les camps, les gens savent que la LRA peut éviter les sentinelles, entrer dans les camps et les enlever ou les tuer.

Les familles envoient leurs enfants dans les villes à la tombée de la nuit car elles savent qu'autrement la LRA les enlèvera. Ce phénomène de «migrations nocturnes» constitue peut-être l'expression la plus évidente de la peur des gens. Rien qu'à Gulu, le nombre de migrants nocturnes est passé de 11.000 à 18.000 entre la mi-mars et la mi-mai 2005. On estime qu'en Ouganda, la migration nocturne a touché environ 30.000 personnes en mars 2005 (USAID, 2005). Les enfants sont rarement accompagnés et courent de grands risques, non seulement face à la LRA mais aussi à toutes les formes d'agression par des adultes. La promiscuité sévit parmi les enfants et les maladies sexuellement transmissibles sont monnaie courante, notamment le VIH.

Des rapports de sécurité hebdomadaires des Nations unies détaillent de nombreuses attaques de la LRA sur des cibles diverses. Entre la fin mai

Un enfant se prépare à passer la nuit dans les rues à Kitgum, dans le nord de l'Ouganda, en novembre 2004. Il s'agit de l'un des milliers de migrants nocturnes de l'Ouganda qui fuient vers les villes une fois la nuit tombée pour éviter d'être enlevés par la LRA. © Chris de Bode/Panos Pictures





et la fin juillet 2005, 63 assassinats et 50 enlèvements ont été portés à l'attention du personnel des Nations unies à Gulu. De nombreux incidents ne sont pas rapportés. Les enfants de moins de 17 ans constituaient la majeure partie des personnes enlevées. Certains sont destinés à devenir des combattants mais les filles deviennent plus fréquemment des «épouses» ou des esclaves sexuelles et sont violées par les combattants de la LRA. Comme l'a expliqué un haut responsable humanitaire:

Je fais ce travail en divers endroits depuis 25 ans et psychologiquement, je ne peux rien imaginer de pire pour des enfants que cette terreur qui ne les quitte jamais.

Si les rapports sont souvent incomplets, il ne fait aucun doute que chaque rapport nourrit les inquiétudes des gens, comme l'ont indiqué clairement les résidents locaux dans leurs déclarations en mai 2005:

En 2004, à Pader, la LRA a repoussé l'UPDF. Ils ont fait cuire des gens et ont ordonné aux conseillers locaux (LC) de manger leurs corps.

Il paraît que la LRA a enlevé 129 personnes à la frontière entre Lira et Pader mercredi ou jeudi dernier. Une personne qui s'est échappée a déclaré que Kony avait ordonné à la LRA de capturer 1.000 nouvelles recrues.

A Pabbo, ils ont averti les gens de leur arrivée, puis ils sont venus et ont tué.

Il y a une semaine, la LRA a tué 14 personnes à Koch Goma, même si l'UPDF s'y trouve. Ce n'est qu'à 14 km d'ici.

Entre la mi-mars et la mi-mai 2005, des activités de la LRA ont été rapportées tous les jours, à un jour près. Si ces activités comprenaient aussi des observations et des rapports de pillage, la LRA était généralement impliquée dans une quelconque forme de violence ou d'enlèvement. La LRA constitue donc un élément constant de la vie quotidienne dans le nord de l'Ouganda. Des combattants apparaissent chaque jour, apparemment au hasard, et pratiquement partout dans la région affectée. Personne ne peut être certain d'être en sécurité, à aucun moment.

Le coût humain est probablement impossible à calculer. Des milliers de personnes sont décédées directement des suites des combats. Bien d'autres sont mortes de malnutrition et de maladies. Certaines estimations donnent un nombre de 1.000 décès liés au conflit par semaine (IRC, 2005). La majorité des populations du Nord sont affectées, avec environ 1,3 million de PDI, plus de 200.000 réfugiés soudanais en Ouganda et plus de 300.000 réfugiés ougandais ailleurs. Au total, on estime qu'entre 25.000 et 30.000 enfants ont été enlevés par la LRA depuis le début du conflit (UNICEF, 2005; USAID, 2005).

Sources: entretiens menés dans le nord de l'Ouganda en mai 2005; données sur les attaques et activités de la LRA tirées d'une compilation des rapports de sécurité quotidiens, hebdomadaires et mensuels des Nations unies, aimablement fournis par le bureau de sécurité des Nations unies de Gulu

Encadré 11.3 Le commerce régional des armes légères

Les frontières entre la République démocratique du Congo (RDC), l'Éthiopie, l'Érythrée, le Kenya, la Somalie, le Soudan et l'Ouganda sont poreuses et n'opposent aucun obstacle à la prolifération des armes légères.

Le Soudan constitue peut-être le principal itinéraire pour les transferts d'armes légères au nord de l'Ouganda. La sud du Soudan présente des populations locales lourdement armées, mais également des itinéraires vers l'Éthiopie et de là, vers la Somalie. Le nombre d'armes disponibles pourrait être en augmentation dans le sud du Soudan en raison de l'accord de paix entre les forces gouvernementales soudanaises et la SPLA soutenue par l'Ouganda. Certains rapports suggèrent que la SPLA ou d'anciens combattants de la SPLA font le commerce d'armes dans le district de Kitgum, notamment au marché aux bestiaux d'Agoro.

Au nord-est, les régions frontalières du Kenya, du Soudan et de l'Ouganda sont au centre d'un marché d'armes étendu, qui lie de nombreux acteurs de la région et d'autres plus lointains. Aussi bien les Turkana que les Karimojong, qui vivent à cheval sur la frontière entre le Kenya et le nord de l'Ouganda, sont lourdement armés. Avec les Toposa du Soudan, les Karimojong et les Turkana participent au marché des armes et du bétail au sein du triangle frontalier entre le Kenya, le Soudan et l'Ouganda.

A l'ouest, la RDC et le Soudan bordent la région du Nil occidental de l'Ouganda. Par le passé, la région a accueilli quatre groupes principaux de rebelles: l'ancienne armée nationale de l'Ouganda (FUNA), le premier Front national de libération de l'Ouganda (UNRF), l'UNRF II et le Front de la rive ouest du Nil (WNBFI). Les armes obtenues en RDC et au Soudan, ainsi que celles dérobées aux forces gouvernementales, ont contribué de façon essentielle à faciliter l'essor de ces groupes. Si ces forces ne sont plus actives, les armes légères n'en continuent pas moins de proliférer dans la région (RLP, 2004).

Sources: Entretiens menés dans le nord de l'Ouganda en mai 2005

Dans certaines situations, il existe un réel danger d'être entendu et découvert par l'UPDF²⁵. Les combattants apprennent à toujours mettre le cran de sûreté lorsqu'ils se trouvent dans les hautes herbes, pour éviter qu'un coup ne parte et n'alerte l'ennemi. Même si les armes sont généralement chargées, les combattants mettent toujours le cran de sûreté lorsqu'ils campent afin d'éviter qu'un coup ne parte accidentellement et ne révèle éventuellement leur présence²⁶.

ACQUISITION D'ARMES LÉGÈRES PAR LA LRA

Le nord de l'Ouganda et les pays qui l'entourent sont inondés d'armes légères (encadré 11.3). La LRA est en mesure de voler et de revendre des armes à partir de ce stock abondant. Bien souvent, c'est parce qu'elle est déjà armée qu'elle peut se livrer à ces activités. En bref, comme nous avons déjà pu le constater avec d'autres groupes armés du monde entier, les armes engendrent les armes (Annuaire sur les armes légères, 2005, p. 186-187).

Si l'on en juge d'après les récits d'anciens commandants de la LRA et le nombre de combattants – environ 5.000 – dont disposait le groupe à la fin des années 1990, les transferts d'armes soudanaises vers la LRA ont très bien pu s'élever à des dizaines de milliers²⁷. Bien qu'ils lui aient été fournis il y a près de 20 ans, ces stocks sont toujours accessibles à la LRA. Certains combattants rapportent que leurs armes étaient encore emballées et graissées d'usine lorsqu'ils les ont reçues. Le bataillon de Kony serait entièrement équipé d'armes inutilisées provenant de ces stocks²⁸.

Outre ces approvisionnements, la LRA ne cesse néanmoins d'acquérir de nouvelles armes en volant aux troupes de l'UPDF ainsi qu'aux unités de défense locales. Si l'on en croit un ancien combattant de la LRA, chaque soldat des petits détachement (*detaches*)²⁹ de l'UPDF que son unité avait mis en déroute était équipé en moyenne de dix chargeurs pleins³⁰. Même une estimation prudente suggère qu'un détachement moyen de huit hommes dispose d'au moins 1.400 cartouches et de diverses armes³¹. A titre d'exemple, si une unité de la LRA de la même taille mettait en déroute une patrouille mobile de l'UPDF et ne s'emparait que de la moitié de ses cartouches, elle en retirerait deux fois sa quantité habituelle de munitions³². La LRA utilise également sa puissance de feu pour s'emparer des armes de diverses communautés, ou encore de leur bétail, ensuite échangé contre des armes. Un chef religieux a notamment rapporté que la LRA a échangé du bétail contre des armes avec les Karimojong. Des raids de la LRA dans le sud du Soudan auraient permis de rassembler 6.000 têtes de bétail uniquement destinées à cet effet.

Le nord de l'Ouganda est inondé d'armes légères.

La LRA commerce avec les Toposa et les Dinka au Soudan, mais elle s'empare également d'armes lors de raids. Comme l'a fait remarquer un ancien commandant de la LRA, l'obtention d'armes au Soudan était un jeu d'enfant car «tout le monde a une arme»³³.

Le stock d'armes de la LRA est donc en constante évolution et ne demeure jamais stationnaire. Il est dans l'intérêt de la LRA non seulement de viser la population, mais aussi de lancer des attaques pour acquérir des armes. Il s'agit là d'une tactique commune à bien des groupes armés qui ne disposent pas d'un approvisionnement régulier en armes.

POSSESSIONS DE LA LRA

La LRA utilise désormais principalement des fusils d'assaut et des mitrailleuses légères. Elle ne recourt à des armes plus lourdes telles que des lance-roquettes antichar qu'en cas d'attaques contre des blindés légers. Même lorsque le gouvernement soudanais lui a fourni des armes plus lourdes, la LRA n'en a pas moins continué d'utiliser essentiellement des armes légères qui lui permettaient de conserver toute sa mobilité³⁴. Les stocks d'armes actuels de la LRA reflètent cette situation et contiennent très peu d'armes lourdes.

Les principales armes utilisées par la LRA sont des dérivés de Kalachnikov et, le plus fréquemment, des fusils d'assaut chinois de type 56. L'armée ougandaise utilise néanmoins toute une série d'armes, qui sont également utilisés par la LRA. Après les fusils chinois de type 56, les plus nombreuses sont les fusils d'assaut AKM polonais et roumains et les fusils d'assaut AK-74 de l'ex-Union soviétique. Certains observateurs affirment que des armes de l'OTAN, telles que des FN FAL belges et des G3 allemands, sont également utilisées par certains rebelles, après avoir fait partie des arsenaux des gouvernements ougandais et soudanais (IISS, 2005). Plusieurs sources, et notamment d'anciens officiers de la LRA, font toutefois remarquer que si la LRA a parfois utilisé des armes de l'OTAN telles que le G3 lors d'opérations au Soudan, elle ne le fait plus désormais que très rarement en raison de la pénurie de munitions de l'OTAN dans la région³⁵.

L'utilisation de certaines armes lourdes a été rapportée. Parmi celles-ci, les plus gros calibres sont des fusils sans recul B-10 82mm ou SPG-9 73mm de conception russe³⁶. D'après des officiers haut placés de l'armée ougandaise et d'anciens combattants de la LRA, on en trouve dans l'arsenal de la LRA³⁷. Quelques rapports ont également fait état de l'utilisation par la LRA de mortiers de 60 et de 81mm, bien que dans le cas de ce dernier, les rapports n'aient impliqué que des groupes importants de plus de 50 combattants³⁸.

La LRA aurait, semble-t-il, eu accès à des défenses antiaériennes. Si seule une personne interrogée a mentionné une arme antiaérienne de 12,7mm, un certain nombre a suggéré que la LRA avait été en possession de systèmes portatifs de défense aérienne (MANPADS) SA-7. A ce jour, aucun rapport n'a jamais mentionné l'utilisation de MANPADS par la LRA, bien que des hélicoptères de l'UPDF mènent régulièrement des opérations contre la LRA. Quand bien même la LRA disposerait ou aurait disposé de ce type d'armement, il convient de faire remarquer qu'il requiert un entraînement relativement poussé et qu'aussi bien son stockage que son utilisation nécessitent une certaine expertise (Annuaire sur les armes légères, 2004, p. 77-97).

Tableau 11.2 Inventaire passé et présent des armes de la LRA

Armes fréquemment utilisées:

Dérivés de Kalachnikov (notamment le fusil chinois de type 56/56-2)
Mitrailleuses légères de type 81/RPK
Mitrailleuses légères PKM

Armes moins fréquemment utilisées:

B-10
RPG
Mortier de 60mm

Inventaire passé/Armes rarement utilisées:

FN-FAL/SLR
G3
Mortier de 81mm
Arme antiaérienne 12,7mm
SPG-9
SA-7

Remarque: La LRA stocke également des grenades à main et des mines.

Sources: Entretiens avec de nombreuses personnes à Gulu et Kampala, 21-27 mai 2005

Un ancien commandant de la LRA n'a guère laissé planer de doute quant au fait que les types d'armes utilisées par la LRA ont évolué au fil des années: «Autrefois nous utilisions des lance-roquettes antichar et des mortiers de 60mm, ainsi que des B-10 et des SPG-9»³⁹. Une personne qui a été en mesure de surveiller étroitement le type d'arme que les déserteurs emportent actuellement avec eux, affirme que désormais «nous n'avons que très rarement des retours de lance-roquettes antichar... La plupart de leurs armes lourdes, telles que des B-10, ne fonctionnent pas»⁴⁰. En août et septembre 2005, par exemple, seuls deux cas d'utilisation de lance-roquettes antichar par la LRA ont été rapportés. Dans les deux cas, les cibles étaient des véhicules de réaction rapide de l'UPDF⁴¹.

Cette nouvelle tendance à utiliser des armes de plus petit calibre peut avoir plusieurs causes. En dépit d'affirmations sans fondement liées à une poursuite de l'approvisionnement en munitions, la plupart des transferts d'armes soudanaises semblent avoir pris fin à la suite de l'accord de paix signé en 2002 par le Soudan et l'Ouganda⁴². La LRA pourrait désormais dépendre davantage de ce qu'elle vole à des détachements légèrement armés de l'UPDF, c'est-à-dire généralement des fusils d'assaut et des mitrailleuses légères. Un facteur peut-être plus important encore pourrait être le changement de tactique de la LRA. La plupart des commentateurs dans le nord de l'Ouganda ont en effet remarqué une évolution d'opérations en bataillon vers des actions en petits groupes. Bien souvent, de tels petits groupes n'ont pas besoin de porter des armes lourdes et en sont d'ailleurs incapables.

STOCKS DE LA LRA

La LRA dispose de deux vastes systèmes interconnectés pour le stockage d'armes et de munitions. Ils reflètent les deux principales sources d'armes et de munitions dont a disposé la LRA au fil des ans: d'importants transferts en provenance du Soudan et des armes volées à l'UPDF.

D'importantes caches d'armes

La LRA enterre
ses armes.

Les combattants rapportent que les armes fournies par le Soudan sont enterrées au Soudan ou dans l'extrême nord de l'Ouganda. D'anciens combattants affirment que ces stocks demeurent sous le contrôle de Kony et que lui seul peut donner l'ordre de déterrer ces armes et ces munitions. Les armes sont démontées et leurs composants sont stockés séparément, afin d'empêcher les déserteurs ou les membres de la LRA capturés de révéler l'emplacement de stocks entiers. Les stocks seraient apparemment toujours très importants et dépasseraient de loin d'autres caches⁴³. Un ancien combattant de la LRA se souvient qu'en mars 2004, son unité a reçu l'ordre de s'arrêter à environ 5 km de la frontière avec le Soudan. Au début, seuls les commandants ont été autorisés à avancer, mais plus tard, le reste de l'unité a découvert un grand trou rempli de centaines d'armes et d'uniformes et entourés des traces de pneus de l'engin qui l'avait creusé⁴⁴. Certains combattants ont précisé le nombre d'armes et de munitions qui leur avaient été fournies à partir de ces stocks lorsqu'ils se trouvaient en Ouganda. Toutefois, les combattants de la LRA opérant plus au sud disposent généralement de leurs propres caches.

Des caches d'armes locales

Petites mais nombreuses, les caches locales contiennent des armes volées à l'UPDF ou à des unités de défense locales. La LRA doit pouvoir jouir d'une grande mobilité et ne peut donc pas s'embarasser de trop d'armes et de munitions en plus de celles qu'elle porte déjà. D'anciens combattants de la LRA racontent qu'après des attaques réussies contre des troupes de l'UPDF, les armes et les munitions sont réparties entre tous les membres d'une unité pour réapprovisionner les stocks.

La responsabilité de l'enterrement des munitions diffère d'une unité à l'autre. Dans certaines unités, une fois les armes réparties, l'excédent est enterré par le chef d'unité ou par l'un des membres les plus expérimentés du groupe.

Comme l'a fait remarquer un jeune combattant de la LRA, «seuls les combattants endurcis qui appartiennent à la LRA depuis longtemps sont autorisés à enterrer les munitions»⁴⁵.

Dans d'autres unités, chaque combattant enterre les munitions dérobées sur l'ordre du chef d'unité. Un ancien membre d'une unité de la LRA s'en souvient: «Chaque fois que vous avez beaucoup de munitions, vous les enterrez discrètement en vous souvenant de l'endroit. Lorsque l'ordre est donné, chacun va chercher les munitions là où elles ont été enterrées et elles sont ensuite réparties». Un autre ancien combattant a expliqué qu'après avoir rouvert une cache, les combattants rempliraient trois chargeurs puis enterraient à nouveau l'excédent⁴⁶.

Avant d'être placées dans des trous creusés dans le sol, les armes sont graissées et emballées dans un film plastique. Une cache contient habituellement deux fusils d'assaut et fait environ un mètre de long pour 50 cm de profondeur⁴⁷.

Ces observations suggèrent qu'il y a probablement d'importantes caches d'armes dans l'extrême nord de l'Ouganda ainsi que dans le sud du Soudan. Si le réapprovisionnement à partir de ces caches peut être interrompu par des opérations de l'UPDF, les combattants disposent également de petites caches locales dans tout le nord de l'Ouganda. Les unités de la LRA peuvent se réapprovisionner plus facilement à ces caches car elles n'ont pas besoin de transporter des armes et des munitions sur de longues distances.

La qualité des armes légères de la LRA

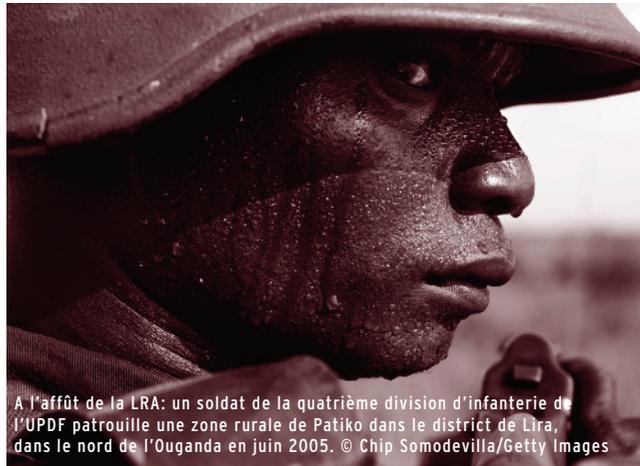
Les armes constituent une commodité durable, mais sont soumises aux conditions environnementales qui peuvent les rendre inutilisables. Contrairement à bon nombre de groupes armés mal organisés, les combattants de la LRA prennent bien soin de leurs armes et adoptent des précautions de base pour garantir leur entretien et leur stockage approprié. La longévité des armes a de sérieuses implications sur le nombre d'armes dont dispose la LRA. Si le groupe continue à acquérir des armes mais n'en perd que très peu grâce à un entretien adéquat, ses chances de réaliser un «profit net» s'en trouvent augmentées.

Si une grande partie du nord de l'Ouganda est sèche pendant plusieurs mois, la saison des pluies apporte des niveaux élevés d'humidité qui peuvent endommager de façon irréparable des armes mal stockées. Lorsqu'elles sont mouillées, les armes rouillent rapidement et les munitions se détériorent.

Les armes de la LRA sont toutefois généralement bien entretenues et en bon état de fonctionnement, en dépit du fait qu'elles sont toutes d'un âge différent. Certains combattants reçoivent des armes flambant neuves tandis que d'autres en reçoivent de plus vieilles. Tous les combattants interrogés ont affirmé que leurs armes étaient toujours en bon état de marche. Un haut gradé de l'armée ougandaise a expliqué qu'il considérerait une arme de dix ans comme relativement nouvelle, ce qui témoigne des capacités d'entretien de base sur le terrain de la LRA⁴⁸.

Comme l'a fait remarquer un officier supérieur des renseignements, «il n'y a eu que très peu de cas où des armes de la LRA ont été restituées en mauvais état». Des individus chargés de surveiller étroitement les démobilisés de la LRA remarquent qu'à l'exception d'une légère rouille sur le canon lorsqu'il a plu, les armes restituées sont toujours en bon état. De surcroît, les armes semblent être dans un état suffisamment bon pour que l'armée trouve profitable d'envoyer les armes saisies à l'usine d'armes légères de Luwero pour les y remettre à neuf⁴⁹.

Si la LRA n'a pas accès à des armuriers capables d'entretenir les armes conformément aux normes d'une armée conventionnelle, certains rapports de l'armée ougandaise suggèrent néanmoins qu'au sein de la LRA, ils existent des individus qui remplissent cette fonction. Un officier des renseignements a fait remarquer que la LRA a la capacité de réparer des armes trouvées dans un état déplorable dans la brousse. La motivation de maintenir les armes en bon état est certainement très forte car, comme l'a expliqué un officier de l'armée, «la LRA tue ses soldats lorsqu'ils ne veillent pas sur leurs armes»⁵⁰.



A l'affût de la LRA: un soldat de la quatrième division d'infanterie de l'UPDF patrouille une zone rurale de Patiko dans le district de Lira, dans le nord de l'Ouganda en juin 2005. © Chip Somodevilla/Getty Images

Sur le terrain, les combattants effectuent les tâches habituelles de nettoyage et de lubrification nécessaires au bon fonctionnement des armes. Les armes volées à l'UPDF semblent constituer une bonne source de kits de nettoyage et de lubrification, dans la mesure où la plupart des soldats les portent sur eux ou les attachent à la crosse de leur fusil⁵¹. Toutefois, si certains combattants déclarent avoir été en possession de kits de nettoyages, d'autres affirment qu'ils ont souvent dû improviser. Dans ce cas, les combattants de la LRA nettoient leurs armes au moyen d'éponges fabriquées à partir de matelas, de chiffons ou de tout autre tissu adapté qu'ils ont sous la main. Tout instrument allongé qui rentre dans le canon d'une arme à feu peut être utilisé pour improviser un nécessaire de nettoyage. Lorsque aucun lubrifiant n'est disponible, la LRA utilise de l'huile moteur, de la graisse ou de la paraffine, voire même, lorsque aucun de ces éléments n'est disponible, la graisse d'un poulet rôti⁵².

La LRA a reçu
davantage d'armes
et de munitions
qu'elle ne pouvait
en utiliser.

Ces observations indiquent que si l'entretien de ses armes par la LRA est souvent rudimentaire, il n'en semble pas moins efficace. Les armes constituent une commodité durable et c'est d'autant plus vrai lorsqu'elles sont correctement entretenues. Non seulement les armes utilisées actuellement par la LRA sont parfaitement fonctionnelles mais en outre, bon nombre de celles qui se trouvent dans des caches sont également susceptibles de l'être pendant de nombreuses années encore.

Allégations de pénurie de munitions

Un certain nombre de sources affirment que la LRA est confrontée à une pénurie de munitions. Comme l'a fait remarquer un officier supérieur des renseignements ougandais, «lorsque la LRA était en bons termes avec le Soudan et que les munitions ne constituaient pas un problème, ils avaient tendance à attaquer avec toute leur puissance de feu [néanmoins] les munitions sont désormais conservées»⁵³. D'autres personnes ont déclaré que les combattants qui ont quitté la LRA n'ont que peu d'armes et de munitions, et ils en tirent donc la conclusion que leurs stocks doivent être réduits⁵⁴.

Il est toutefois important de répéter que la LRA n'utilise guère de munitions et qu'elle choisit de les conserver dans la mesure du possible. D'autres raisons expliquent également pourquoi il est peu probable que la LRA soit confrontée à une pénurie préjudiciable de munitions.

Si bon nombre de combattants la quittent sans armes et sans munitions, cela ne veut pas dire pour autant que la LRA en manque. Nombreux sont les démobilisés qui cachent leurs armes par peur de représailles. Dans d'autres cas, les combattants laissent leurs armes aux membres restants de leur unité, qui les emballent et les enterront alors en vue d'une utilisation future⁵⁵. Comme l'a expliqué un dirigeant local :

Les brigadiers [de la LRA] qui se sont livrés ne cachent pas le fait que les armes sont restées dans la brousse. En général, les démobilisés sont très ennuyés lorsque nous leur demandons où ils ont laissé leurs armes à feu⁵⁶.

Les combattants de la LRA ne portent de toute façon que peu de munitions, car ils doivent pouvoir disposer d'une grande mobilité. Les unités n'emportent généralement que le nombre minimum de munitions requises pour l'opération précise qu'ils ont l'intention d'entreprendre. Interrogés séparément, de jeunes combattants ont affirmé qu'ils se munissaient généralement de maximum trois chargeurs complets, soit environ 90 cartouches. Les combattants essaient de garder sur eux au moins un chargeur complet, même s'il arrive parfois qu'en période de pénurie, ils ne disposent que de 10 à 15 cartouches. Ils tentent alors d'éviter tout contact avec l'UPDF avant d'avoir localisé une cache et refait le plein de munitions⁵⁷.

La pénurie présumée d'armes et de munitions de la LRA est encore davantage remise en question par des déclarations d'anciens combattants. Comme l'a affirmé un ancien commandant de la LRA, si le Soudan a cessé d'approvisionner la LRA, cela n'a guère d'importance car des stocks très importants avaient déjà été accumulés. De surcroît, la LRA avait saisi de grandes quantités d'armes de la SPLA et des forces gouvernementales ougandaises dans le sud du Soudan. Il a résumé la situation en déclarant que la LRA avait reçu – du seul Soudan – plus d'armes et de munitions qu'elle ne pouvait espérer utiliser⁵⁸. De jeunes combattants révèlent en outre que les stocks de la LRA au Soudan sont bien plus importants que ceux en Ouganda. Un combattant de la LRA récemment démobilisé a déclaré : «Au Soudan ils ont plus de munitions qu'ils ne peuvent en utiliser, mais il est difficile d'y accéder car l'UPDF utilise des hélicoptères de combat et ils ne peuvent donc en déplacer que peu à la fois». Cette déclaration suggère que la plus grave difficulté à laquelle la LRA soit confrontée en ce qui concerne les munitions relève de leur transport et de leur réapprovisionnement⁵⁹.

UN LONG CHEMIN VERS LA STABILITÉ: PROBLÈMES D'ARMES LÉGÈRES INDÉPENDANTS DE LA LRA

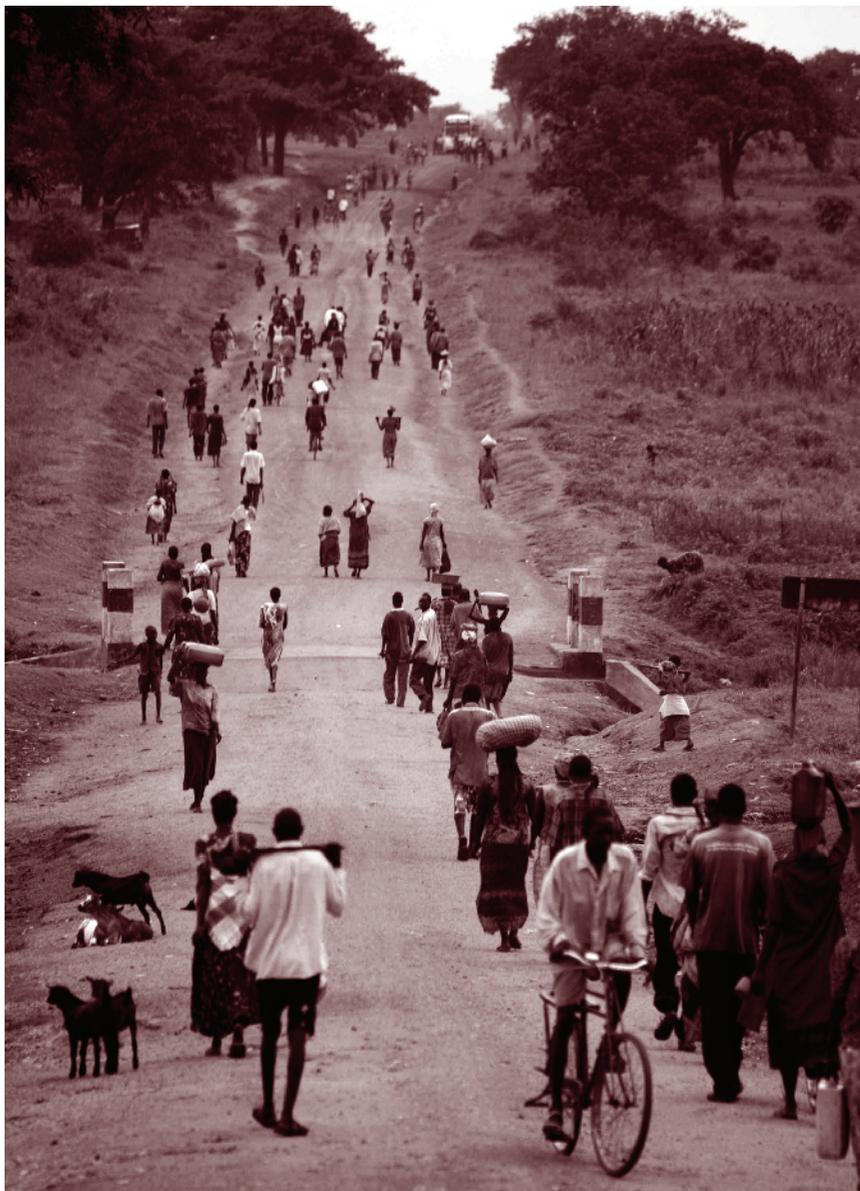
L'UPDF a lancé d'importantes opérations successives contre la LRA depuis 1991. Aujourd'hui, quelque 40.000 soldats ougandais sont stationnés dans le nord de l'Ouganda, et la majorité d'entre eux se consacrent à la lutte contre la LRA⁶⁰. Non seulement ces troupes ont constitué une source d'armes à saisir pour la LRA, mais leur présence et les politiques militaires s'y rapportant n'ont fait qu'aggraver la prolifération des armes légères au sein de la population civile. La poursuite de ces stratégies contribue de façon significative au problème des armes légères qui affecte non seulement l'ensemble du nord de l'Ouganda mais également les régions environnantes.

L'option militaire intègre des politiques gouvernementales et militaires visant à armer certaines sections de la population civile contre la LRA. Dans certains cas, la délivrance d'armes à feu s'est déroulée à une échelle réduite appropriée. En 2003, par exemple, les militaires de la ville de Gulu auraient offert des armes à d'importantes personnalités locales. Dans les districts de Teso et de Lango, toutefois, des armes ont été distribuées à une échelle bien plus importante. Les personnes qui ont reçu ces armes sont généralement des responsables gouvernementaux locaux et leurs gardes du corps, mais d'autres personnalités influentes se sont également vu offrir des armes. Certains ont utilisé des armes ou leur propre escorte armée pour perpétrer des vols⁶¹.

La formation d'unités de défense locales armées (LDU) a contribué à l'augmentation du nombre d'armes en possession de civils. Si ces unités ont repoussé certaines attaques de la LRA, elles n'en sont pas moins mal entraînées et susceptibles d'être mises en déroute et de voir leurs armes saisies par la LRA⁶². De surcroît, les membres de ces unités ne perçoivent qu'une solde médiocre et irrégulière et certains membres sont donc tout simplement partis après avoir vendu leurs armes à la communauté locale. Un certain nombre de soldats de l'UPDF a fait la même chose⁶³.

Si la demande et l'approvisionnement d'armes légères dans le nord de l'Ouganda sont étroitement liés au conflit avec la LRA, la région connaît également des niveaux élevés d'insécurité dont les origines transcendent le conflit. Ces problématiques de la sécurité encouragent l'acquisition générale d'armes, ce qui renforce encore davantage la capacité de la LRA à acquérir des armes par le commerce et le vol. En outre, l'expérience de sociétés qui ont également connu des conflits lourdement armés, telles que le Salvador et le Liberia, suggère que le problème des armes légères que connaît l'Ouganda survivra également au conflit avec la LRA (Godnick, Muggah et Waszink, 2002, p. 10-18; Nichols, 2005).

Deux fois par jour, des personnes déplacées se rendent des camps vers leurs champs, constamment à la merci d'attaques de la LRA. Kitgum, nord de l'Ouganda, novembre 2005. © Thomas Morley/Reuters



Encadré 11.4 La violence armée dans le nord de l'Ouganda

Nourries par la prolifération des armes légères, la violence armée et l'insécurité sont généralisées dans le nord de l'Ouganda. Située dans le nord-est, à la frontière avec le Kenya, la région de Karamoja est particulièrement affectée. Si les Karimojong en Ouganda et d'autres groupes pastoraux au Kenya et au Soudan se sont longtemps livrés au vol de bétail avec des armes traditionnelles telles que des lances ou encore des arcs et des flèches, l'utilisation d'armes légères s'est désormais généralisée. Il en a résulté une augmentation du nombre de conflits de faible intensité, à l'origine de décès et de déplacements. En 2004, plus de 100 personnes ont été tuées et des milliers d'autres ont été déplacées des suites de vols de bétail à main armée.

La criminalité et le non-respect des lois ont également connu une augmentation dans le Nord. La petite délinquance, le pillage de boutiques et de domiciles ou encore les embuscades et le banditisme armés sur les routes deviennent des événements récurrents: les criminels locaux profitent en effet de ce vide sécuritaire. En Acholi, des criminels locaux armés qu'on appelle *bookec* se font passer pour des rebelles de la LRA. Ils attaquent à la manière de la LRA pour s'emparer de nourriture et d'autres produits et lorsqu'ils sont reconnus, ils tuent pour protéger leur anonymat.

A Kitgum, des responsables locaux et des policiers auxiliaires ont loué des armes à feu la nuit à des gens qui les utilisent pour commettre des vols. En d'autres endroits, des responsables ont mis sur pied des milices armées privées, soi-disant pour la défense de fermes laitières, mais également à des fins politiques. Dans d'autres cas, les nombres sans cesse croissants de gardes de sécurité privée armés ont eux-mêmes été victimes d'attaques. Bien souvent ces attaques ont été lancées par des criminels locaux dans l'objectif de s'emparer des armes des gardes. La violence armée interpersonnelle est également monnaie courante. Les femmes et les filles sont devenues les victimes de viols et de violences sexuelles perpétrées par les forces de l'UPDF et des unités de défense locales. Cela se produit souvent au sein des camps de déplacés, que les soldats de l'UPDF sont chargés de protéger. Lors de conflits purement civils, des rapports ont fait état d'épouses recourant à des assassins armés pour venger un adultère par la mort et des armes ont également été utilisées à des fins similaires.

Ajoutées à la menace omniprésente d'attaques de la LRA, ces activités ont contribué à la propagation de l'insécurité au sein de la population locale⁶⁴. L'insécurité a fréquemment conduit à l'acquisition d'armes légères. A Gulu, par exemple, des résidents locaux rapportent qu'en ville, la majorité des gens ont accès à des armes et que le nombre d'armes en circulation aurait rendu peu rentable le commerce d'armes en ville et à proximité.

Sources: Eavis (2002, p. 252-53); CSOPNU (2004, p. 9-11); Patrick (2005); USDOS (2005); entretiens menés dans le nord de l'Ouganda en mai 2005

Dans le nord de l'Ouganda, les armes légères sont utilisées pour voler, violer, intimider et régler des comptes, aussi bien entre individus qu'entre communautés (Encadré 11.4).

La demande d'armes légères ne cessera certainement pas avec la fin de l'actuel conflit avec la LRA. L'instabilité politique, en particulier, est susceptible de continuer à poser problème dans un futur proche et les élections de mars 2006 constitueront une véritable mise à l'épreuve. L'insécurité personnelle, l'incapacité du gouvernement à garantir un développement adéquat et le respect des droits de l'homme et enfin l'absence de l'Etat de droit dans le Nord sont autant d'éléments qui contribuent à cette situation. La fin du conflit éliminerait toutefois une source importante d'insécurité et l'une des raisons principales pour la demande élevée d'armes légères et de leur approvisionnement dans le nord de l'Ouganda.

Le problème des
armes légères de
l'Ouganda survivra
à la LRA.

CONCLUSION

Dans leur ensemble, les conclusions de ce chapitre suggèrent qu'il est peu probable que la LRA se retrouve à court d'armes ou de munitions, bien que de récentes opérations de l'UPDF aient compliqué le réapprovisionnement pour la LRA. Cette observation suggère qu'une équation simple détermine l'avenir de la LRA. Si elle dispose d'armes, elle peut enlever des enfants et parce qu'elle peut enlever des combattants et les armer, elle peut continuer le combat. Pour résoudre cette équation, il faudrait supprimer les sources d'approvisionnement en armes légères ou empêcher la LRA de procéder à des enlèvements. A ce jour, ces deux approches ont échoué.

Depuis 1991, le gouvernement poursuit une double stratégie d'usage de la force et de négociations⁶⁵. L'option militaire prédomine mais n'a guère porté ses fruits jusqu'à présent. La capture de Joseph Kony, son assassinat ou la

défaite de la LRA pourrait mettre abruptement fin au conflit. Rien n'indique pourtant avec certitude que la LRA peut être vaincue ou que Kony peut être tué ou capturé.

Les dirigeants de la LRA font appel à un mélange de spiritualisme, de peur et de violence pour se livrer à des enlèvements à volonté et exercer un contrôle presque absolu sur les combattants. Ils ne font preuve d'aucun respect pour le bien-être de leurs troupes. Les combattants se contentent de subsister – sans plus – grâce à la terre relativement fertile du nord de l'Ouganda. En dehors de leurs armes et munitions, ils n'ont donc besoin que de peu de ressources.

La dépendance vis-à-vis des armes légères de la LRA constituerait en théorie un moyen efficace pour réduire ses activités. En pratique, toutefois, des mesures visant à restreindre l'accès du groupe à des armes légères ne sont tout simplement pas faisables alors que la LRA poursuit le combat.

La LRA a toujours à sa disposition des stocks d'armes et de munitions qui lui avaient été fournies par le Soudan. Elle s'empare également des armes de nombreux soldats de l'UPDF et d'unités de défense locales. Au sein des régions lourdement armées du nord de l'Ouganda et des environs, le commerce et la saisie d'armes constituent une autre source importante d'armes et de munitions, qui s'étend jusqu'au Soudan, voire même en RDC.

La LRA stocke également ses armes et munitions avec soin et observe certaines exigences de base en termes d'entretien sur le terrain qui s'avèrent suffisantes pour conserver les armes en bon état de marche. Combinées avec les facteurs avantageux en matière d'offre, ces observations suggèrent que la LRA est en mesure de conserver des stocks en quantités suffisantes pour équiper ses combattants.

Il semblerait donc que les perspectives de la LRA soient toujours aussi bonnes que par le passé. Ses activités, qui semblent avoir connu une augmentation en 2005, corroborent cette évaluation. Là où la LRA prospère, la population du nord de l'Ouganda souffre.

Cette situation n'est pas uniquement imputable aux attaques de la LRA. Les gens du nord de l'Ouganda souffrent d'être pris pour cibles par la LRA mais aussi d'être déplacés de force dans des camps de personnes déplacées. La LRA n'est pas le seul groupe armé à s'attaquer aux populations de la région, mais elle est sans doute la plus destructive. Ses activités et celles entreprises par le gouvernement en réponse maintiennent efficacement toute une société en otage, sans terres et sujette à des agressions perpétrées par une multitude d'acteurs armés.

Pour aggraver encore cette réalité, la menace posée par les armes légères prend de l'ampleur à mesure que le conflit progresse. Les gens cherchent à obtenir des armes face à la menace constituée par la LRA, ainsi que par d'autres groupes armés. Le gouvernement et l'UPDF ont répondu à cette demande en distribuant des armes à la population locale et en formant des unités de défense locales armées, contribuant ainsi au déferlement d'armes légères dans le nord du pays. Il en a résulté un cycle de violence liée aux armes légères, entraînant une véritable insécurité et une demande encore plus importante d'armes légères.

La réponse la plus urgente consisterait désormais à empêcher la LRA de s'attaquer à la population locale et de se livrer à des enlèvements. Il conviendrait d'envisager à cet effet un effort concerté pour mettre un terme au conflit. Supprimer la LRA de l'équation ne réduira toutefois qu'une part essentielle de la problématique de sécurité dans la région et ne résoudra pas le problème plus vaste des armes légères. Pour ce faire, il faudrait que les Etats de la région mettent en œuvre des politiques responsables en matière d'armes légères, qui ont fait défaut jusqu'à aujourd'hui.

Ce conflit devrait servir à rappeler que, lorsqu'on les laisse dégénérer des suites de politiques gouvernementales médiocres, des problèmes liés aux armes légères peuvent détruire la structure même de sociétés entières.■

Les perspectives de la LRA sont toujours aussi bonnes.

LISTE D'ABRÉVIATIONS

HSM	Mouvement du Saint-Esprit – Holy Spirit Movement	SPLM	Mouvement populaire de libération du Soudan – Sudan People's Liberation Movement, anciennement SPLA
CPI	Cour pénale internationale	UNLA	Armée de libération nationale de l'Ouganda
CICR	Comité international de la Croix-Rouge		– Ugandan National Liberation Army
LC	Conseiller local		

LDU	Unité de défense locale	UNRF	Front national de salut de l'Ouganda – Uganda National Rescue Front
LRA	Armée de résistance du Seigneur – Lord's Resistance Army	UPDA	Armée de défense du peuple ougandais – Ugandan People's Defence Army
NRA	National Resistance Army – Armée de résistance nationale	UPDF	Forces de défense populaire de l'Ouganda – Ugandan People's Defence Force
RPG	Lance-roquettes antichar	WNBf	Front de la rive ouest du Nil – West Nile Bank Front
SPLA	Armée populaire de libération du Soudan – Sudan People's Liberation Army) (aujourd'hui SPLM)		

NOTES

- 1 Ce chapitre présente les conclusions tirées de l'étude de documents et d'entretiens menés en Ouganda en mai 2005. Les personnes interrogées comprenaient des représentants de l'armée et des services de renseignements ougandais, des responsables gouvernementaux locaux ainsi que des chefs religieux et de communautés locales. Des journalistes, du personnel humanitaire, des organisations non gouvernementales ougandaises et étrangères et d'autres individus impliqués de près dans le conflit dans le Nord ont également fait part de leur point de vue. D'anciens combattants de l'Armée de résistance du Seigneur ont fourni une grande partie des informations détaillées présentées dans ce chapitre et des entretiens ont été menés à différents niveaux de la hiérarchie, des chefs les plus haut gradés aux officiers intermédiaires en passant par les enfants qui constituent l'essentiel des combattants ordinaires de l'organisation. Outre ces personnes interrogées de façon formelle, de nombreuses personnes ont apporté une précieuse contribution à ce projet en communiquant des observations et des récits personnels des plus précieux.
- 2 Si l'on en croit la vaste majorité des comptes-rendus, l'ordre politique est susceptible d'être réaffirmé par les élections prévues pour mars 2006.
- 3 Cf. ICG (2004) et HRW (1997) pour un récit détaillé des atrocités commises dans le Nord par la NRA.
- 4 Pour une analyse détaillée du HSM et du spiritualisme dans le nord de l'Ouganda, cf. Behrend (1999).
- 5 La LRA a d'abord été connue sous le nom d'Armée du Seigneur vers la fin 1987, puis d'Armée chrétienne démocratique du peuple ougandais (UPDCA) à partir de la mi-1988. Le mouvement a adopté le nom d'Armée de résistance du Seigneur (LRA) au début des années 1990.
- 6 Entretien avec un ancien major de la LRA, 26 mai 2005, Gulu.
- 7 L'Armée de résistance nationale a adopté le nom de Forces de défense populaire de l'Ouganda à la suite des élections présidentielles de 1996.
- 8 Entretien avec un ancien major de la LRA, 26 mai 2005, Gulu.
- 9 Les estimations du nombre total de combattants varient considérablement, entre 500 et 1.100 ou 2.000 combattants. L'ICG (2004, p. 5) a fait état de 5.000 membres. Une estimation prudente parle de 500 à 1.000 combattants. Les sources comprennent des entretiens avec des officiers du Mouvement populaire de libération du Soudan (SPLM) pour le Small Arms Survey ainsi que des entretiens avec des officiers de l'UPDF, en Ouganda et au Soudan, 2005.
- 10 Entretien avec un porte-parole de l'UPDF, 21 mai 2005, Kampala; entretien avec un porte-parole de l'UPDF, 22 mai 2005, Gulu; entretien avec un haut responsable de l'ONU à l'aide humanitaire, 25 mai 2005, Gulu.
- 11 Correspondance électronique avec le conseiller à la sécurité d'un gouvernement étranger basé dans le sud du Soudan, 14 octobre 2005.
- 12 Entretien avec un officier supérieur des renseignements ougandais, 24 mai 2005, Gulu; entretien avec un haut responsable de l'ONU à l'aide humanitaire, 25 mai 2005, Gulu; entretien confidentiel avec une source bien informée, 26 mai 2005, Gulu.
- 13 Entretien avec un porte-parole de l'UPDF, 22 mai 2005, Gulu; entretien avec un haut responsable de l'ONU à l'aide humanitaire, 25 mai 2005, Gulu; entretien avec un travailleur de l'aide à l'enfance, 26 mai 2005, Gulu.
- 14 Entretien avec un ancien major de la LRA, 26 mai 2005, Gulu.
- 15 Données dérivées d'une compilation de rapports de sécurité quotidiens, hebdomadaires et mensuels des Nations unies, aimablement fournis par le bureau de sécurité des Nations unies de Gulu.
- 16 Un panga est un grand couteau large, principalement utilisé pour couper la végétation. C'est un synonyme de machette. Entretien avec un travailleur de l'aide à l'enfance, 26 mai 2005, Gulu.
- 17 Entretien avec un ancien lieutenant de la LRA, 26 mai 2005, Gulu; entretien avec un ancien major de la LRA, 26 mai 2005, Gulu.
- 18 Entretien avec un haut responsable de l'ONU à l'aide humanitaire, 25 mai 2005, Gulu.
- 19 A l'exception d'un certain nombre d'incidents à la fin 2005, la LRA ne prend pas explicitement pour cible les travailleurs humanitaires dans la région. On notera seulement un incident impliquant le vol de trois véhicules du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) au début 2004. Dans ce cas, on estime dans une grande mesure que l'attaque a été lancée pour s'emparer des radios longue portée généralement installées dans les véhicules d'agences humanitaires. A ce jour, rien n'indique encore avec certitude que les récentes attaques contre du personnel humanitaire constituent une nouvelle tendance à long terme des opérations de la LRA. Entretien confidentiel avec une source bien informée, 26 mai 2005, Gulu.
- 20 Entretien avec un porte-parole de l'UPDF, 21 mai 2005, Kampala.

- 21 Entretien avec un porte-parole de l'UPDF, 22 mai 2005, Gulu; entretien avec un agent de sécurité de l'ONU, 24 mai 2005, Gulu.
- 22 Entretien confidentiel avec une source bien informée, 26 mai 2005, Gulu.
- 23 Entretien avec un ancien lieutenant de la LRA, 26 mai 2005, Gulu; entretien avec un travailleur de l'aide à l'enfance, 26 mai 2005, Gulu.
- 24 Entretien avec un ancien lieutenant de la LRA, 24 mai 2005, Gulu.
- 25 Il est interdit de boire et de fumer. Comme l'a fait remarquer l'une des personnes interrogées, c'est l'une des raisons pour lesquelles la LRA évite invariablement les embuscades de l'UPDF, car les combattants peuvent sentir la fumée de cigarette des soldats.
Correspondance électronique avec une personne qui avait été enlevée par la LRA, 22 septembre 2005, Genève-Gulu.
- 26 Entretien avec un ancien major de la LRA, 26 mai 2005, Gulu; entretien avec un ancien lieutenant de la LRA, 26 mai 2005, Gulu; entretien avec un ancien enfant soldat de la LRA, 24 mai 2005, Gulu.
- 27 Basé sur l'observation selon laquelle la LRA disposait d'environ 5.000 combattants à la fin des années 1990, et qu'elle conserve encore dans ses stocks de nombreuses armes de cette époque.
- 28 Entretien avec un ancien enfant soldat de la LRA, 27 mai 2005, Gulu.
- 29 Le plus petit détachement de l'UPDF, qui compte environ huit soldats est connu localement sous le nom de «detach», ou petit détachement.
- 30 Entretien avec un ancien enfant soldat de la LRA, 27 mai 2005, Gulu.
- 31 La plupart des petits détachements mobiles sont composés d'environ huit soldats dans un pick-up. D'après des observations effectuées dans la ville de Gulu, il semblerait que le chauffeur et le commandant soient assis dans la cabine et armés de fusils d'assaut. Les six autres soldats s'asseyaient derrière. Sur ces six soldats, cinq portent un dérivé de Kalachnikov et un autre une mitrailleuse légère. La plupart des petits détachements étaient semblables, même si quelques-uns étaient équipés d'un lance-grenades à plusieurs coups. Chaque soldat porte autour du cou un petit sac à trois poches, dont chaque poche contient deux chargeurs. Rien d'indique avec certitude que le véhicule ait contenu d'autres munitions.
Chaque petit détachement dispose donc au minimum d'environ 1.400 cartouches de fusil d'assaut.
- 32 Cette observation est basée sur des rapports spécifiant que la majorité des combattants de la LRA ne portent sur eux que maximum trois chargeurs.
- 33 Depuis les années 1980, les populations acholi et langi locales n'ont que peu de bétail en raison des raids de Karimojong. Le gouvernement a beau essayer de reconstituer des troupeaux actuellement, cette pénurie n'en ajoute pas moins foi aux rapports affirmant que la LRA échange du bétail contre des armes à feu avec les Karimojong. De surcroît, d'anciens combattants de la LRA font état de raids importants contre les Dinka au Soudan.
Entretien avec un chef religieux musulman, 25 mai 2005, Gulu; entretien avec un travailleur de l'aide à l'enfance, 26 mai 2005, Gulu; entretien avec un ancien capitaine de la LRA, 25 mai 2005, Gulu.
- 34 Entretien avec un agent de sécurité de l'ONU, 24 mai 2005, Gulu; entretien avec un membre d'une initiative de paix internationale, 23 mai 2005, Gulu.
- 35 Entretien avec un haut responsable de l'ONU à l'aide humanitaire, 25 mai 2005, Gulu; entretien avec un ancien major de la LRA, 26 mai 2005, Gulu.
- 36 Le fabricant chinois Norinco produit également des variantes du B-10, connues comme les types 65 et 65-1, mais aussi une version ultérieure, le type 78. Aussi bien les variations russes que chinoises sont fortement répandues en Afrique et c'est un fait connu que ces dernières sont utilisées par l'armée égyptienne (Jones et Cutshaw, 2004, p. 413, 439)
- 37 Entretien avec un porte-parole de l'UPDF, 21 mai 2005, Kampala; entretien avec un ancien enfant soldat de la LRA, 27 mai 2005, Gulu; entretien avec un ancien major de la LRA, 26 mai 2005, Gulu.
- 38 Entretien avec un haut responsable de l'ONU à l'aide humanitaire, 25 mai 2005, Gulu; entretien avec un ancien major de la LRA, 26 mai 2005, Gulu; entretien avec un ancien enfant soldat de la LRA, 27 mai 2005, Gulu; correspondance électronique avec une source bien informée, 22 septembre 2005, Genève-Gulu.
- 39 Entretien avec un ancien major de la LRA, 26 mai 2005, Gulu.
- 40 Entretien avec un ancien lieutenant de la LRA, 24 mai 2005, Gulu.
- 41 Entretien avec un travailleur de l'aide à l'enfance, 26 mai 2005, Gulu; correspondance électronique avec une source bien informée, 22 septembre 2005, Genève-Gulu.
- 42 Entretien avec un ancien major de la LRA, 26 mai 2005, Gulu.
- 43 Entretien avec un ancien major de la LRA, 26 mai 2005, Gulu; entretiens avec d'anciens enfants soldats de la LRA, 27 mai 2005, Gulu.
- 44 Entretien avec un ancien enfant soldat de la LRA, 27 mai 2005, Gulu.
- 45 Entretien avec un ancien enfant soldat de la LRA, 27 mai 2005, Gulu.
- 46 Entretien avec un ancien lieutenant de la LRA, 26 mai 2005, Gulu; entretiens avec d'anciens enfants soldats de la LRA, 27 mai 2005, Gulu.
- 47 Entretien avec un ancien lieutenant de la LRA, 26 mai 2005, Gulu; entretien avec un ancien enfant soldat de la LRA, 27 mai 2005, Gulu.
- 48 Entretiens avec d'anciens enfants soldats de la LRA, 27 mai 2005, Gulu; entretien avec un porte-parole de l'UPDF, 21 mai 2005, Kampala.
- 49 Entretien avec un officier supérieur des renseignements ougandais, 24 mai 2005, Gulu; entretien avec un important homme d'affaire local, 27 mai 2005, Gulu.
- 50 Entretien avec un porte-parole de l'UPDF, 22 mai 2005, Gulu; entretien avec un officier supérieur des renseignements ougandais, 24 mai 2005, Gulu.
- 51 Entretien avec un porte-parole de l'UPDF, 21 mai 2005, Kampala; entretien avec un ancien lieutenant de la LRA, 24 mai 2005, Gulu.
- 52 Entretien avec un ancien major de la LRA, 26 mai 2005, Gulu; entretien avec un ancien lieutenant de la LRA, 26 mai 2005, Gulu; entretien avec un ancien lieutenant de la LRA, 24 mai 2005, Gulu.
- 53 Entretien avec un officier supérieur des renseignements ougandais, 24 mai 2005, Gulu.

- 54 Environ trois personnes démobilisées sur dix arrivent armées, en moyenne. Entretien avec un important homme d'affaire local, 27 mai 2005, Gulu; entretien avec un travailleur de l'aide à l'enfance, 26 mai 2005, Gulu.
- 55 Entretien avec un officier supérieur des renseignements ougandais, 24 mai 2005, Gulu; entretien avec un ancien lieutenant de la LRA, 26 mai 2005, Gulu.
- 56 Entretien avec un représentant religieux local, 24 mai 2005, Gulu.
- 57 Entretien avec un ancien major de la LRA, 26 mai 2005, Gulu; entretiens avec d'anciens enfants soldats de la LRA, 27 mai 2005, Gulu; entretien avec un ancien lieutenant de la LRA, 26 mai 2005, Gulu.
- 58 Entretien avec un ancien lieutenant de la LRA, 26 mai 2005, Gulu.
- 59 Entretien avec un ancien enfant soldat de la LRA, 27 mai 2005, Gulu.
- 60 En septembre 2005, de nombreuses troupes de l'UPDF ont été redéployées à la frontière avec la RDC, menaçant de pénétrer dans ce pays et d'y attaquer la LRA. Il n'est pas certain qu'ils soient retournés depuis lors dans le nord de l'Ouganda. Correspondance avec un directeur d'ONG ougandais, en septembre 2005; entretien avec un haut responsable de l'ONU à l'aide humanitaire, 25 mai 2005, Gulu.
- 61 Entretien avec un dirigeant acholi haut placé, 23 mai 2005, Gulu; entretien avec un important homme d'affaire local, 27 mai 2005, Gulu; entretien avec un responsable de programme humanitaire, 23 mai 2005, Gulu.
- 62 Rapports d'engagements entre la LRA et des unités de défense locales parus dans les rapports de sécurité quotidiens, hebdomadaires et mensuels des Nations unies, aimablement fournis par le bureau de sécurité des Nations unies de Gulu.
- 63 Entretien avec un officier supérieur des renseignements ougandais, 24 mai 2005, Gulu; entretien avec un chef religieux chrétien, 26 mai 2005, Gulu; entretien avec des représentants religieux locaux, 24 mai 2005, Gulu; entretien avec un important homme d'affaire local, 27 mai 2005, Gulu.
- 64 Pour obtenir une vue d'ensemble des mauvais traitements infligés aux civils (à la fois par la LRA et par les forces gouvernementales) et de leur impact, consultez HRW (2005).
- 65 Pour bénéficier d'une mise à jour concise sur le processus de paix et les problèmes de justice, démobilisation et réintégration qui s'y rapportent, consultez Rose, Sattarzadeh et Baines (2005).

BIBLIOGRAPHIE

- AI (Amnesty International). 2004. «Uganda: Government Cannot prevent the International Criminal Court from investigating crimes». AI Index: AFR 59/008/2004. 16 novembre. New York: Amnesty International. Consulté le 2 août 2005. <<http://www.amnestyusa.org/countries/uganda/document.do?id=80256DD400782B8480256F4E005D6165>>
- BBC (British Broadcasting Corporation). 2006. «Peacekeepers killed in DR Congo». BBC News International Version. Londres: BBC. <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/4639610.stm>>
- Behrend, Heike. 1999. *Alice Lakwena and the Holy Spirits: War in Northern Uganda 1985-1987*. Oxford: James Currey.
- CSOPNU (Civil Society Organisations for Peace in Northern Uganda). 2004. *Nowhere to Hide: Humanitarian Protection Threats in Northern Uganda*. Kampala: CSOPNU. Décembre. Accès du 19 décembre 2005. <http://www.oxfam.org.uk/what_we_do/where_we_work/uganda/downloads/nowheretohide.pdf>
- De Temmerman, Els. 2001. *Aboke Girls: Children Abducted in Northern Uganda*. Kampala: Fountain Publishers.
- Eavis, Paul. 2002. «SALW in the Horn of Africa and the Great Lakes Region: Challenges and Ways Forward». *Brown Journal of World Affairs*, vol. 9, n° 1, p. 251-60.
- Godnick, William avec Robert Muggah et Camilla Waszink. 2002. *Stray Bullets: The Impact of Small Arms Misuse in Central America*. Publication occasionnelle n° 5. Genève: Small Arms Survey. Octobre.
- HRW (Human Rights Watch). 1997. *The Scars of Death: Children Abducted by the Lord's Resistance Army in Uganda*. New York: Human Rights Watch.
- . 2005. *Uprooted and Forgotten: Impunity and Human Rights Abuses in Northern Uganda*. Vol. 17, n° 12(A). New York: Human Rights Watch. Septembre.
- ICG (International Crisis Group). 2004. *Northern Uganda: Understanding and Solving the Conflict*. Rapport Afrique n° 77 de l'ICG. Nairobi/Bruxelles: International Crisis Group. 14 avril. <<http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=2588&CFID=11984841&CFTOKEN=21011998>>
- . 2005a. *Shock Therapy for Northern Uganda's Peace Process*. Briefing Afrique n° 23 de l'ICG. Kampala/Bruxelles: International Crisis Group. 11 avril.
- . 2005b. *Building a Comprehensive Peace Strategy for Northern Uganda*. Briefing Afrique n° 27 de l'ICG. Kampala/Bruxelles: International Crisis Group. 23 juin. <<http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=3523&cl=1>>
- IISS (Institut international des études stratégiques). 2004. *The Military Balance 2004-2005*. Oxford: Oxford University Press.
- . 2005. *Uganda: Military and Security Developments Overview*. Londres: IISS. Accès du 13 juillet 2005. <<http://acd.iiss.org/armedconflict>>

- IRC (International Rescue Committee). 2005. «IRC Calls for Urgent Action to Halt Northern Uganda Violence as New Data Reveals 1,000 Civilians Die Weekly in Conflict». New York: IRC Communications. 9 septembre. Consulté le 30 novembre 2005. <<http://www.theirc.org/index.cfm/wwwID/2299>>
- Jones, Richard et Charles Cutshaw. 2004. *Jane's Infantry Weapons 2004-2005*. Coulsdon: Jane's Information Group.
- JRS (Jesuit Relief Service). 2005. «Sudan: insecurity in Nimule soars». ReliefWeb, 15 mai. Consulté le 19 juillet 2005. <<http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/0/5a26905ac618ce894925701b001c1f43?OpenDocument>>
- MONUC (Mission des Nations unies en République démocratique du Congo). 2006. «Huit casques bleus de la MONUC tués dans le parc de la Garamba». Communiqué de presse MONUC. Kinshasa: Monuc. <<http://www.monuc.org/News.aspx?newsID=9719>>
- Nichols, Ryan. 2005. «Le désarmement au Liberia: un parcours semé d'embûches». Dans Nicolas Florquin et Eric Berman, eds. *Armés mais désarmés: Groupes armés, armes légères et sécurité humaine dans la région de la CEDEAO*. Genève: Small Arms Survey, p. 130-144.
- Nyeko, Balam et Okello Lucima. 2002. «Profiles of the Parties to the Conflict». Dans Okello Lucima, ed. *Protracted Conflict, Elusive Peace*. Accord 11. Londres: Conciliation Resources, p. 16-23. Accès du 19 décembre 2005. <<http://www.c-r.org/accord/uganda/accord11/profiles.shtml>>
- Nzita, Richard et Mbaga Niwampa. 1998. *Peoples and Cultures of Uganda*. Kampala: Fountain Publishers.
- OCHA (Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires). 2004. «Humanitarian Update Uganda Volume VI: Issue III». ReliefWeb, 31 mars. New York: UN OCHA. Accès du 2 août 2005. <<http://www.reliefweb.int/rw/RWB.NSF/db900SID/SKAR-647KF6?OpenDocument>>
- Patrick, Erin. 2005. «Little Protection in "Protected Villages": IDPs in Northern Uganda». Migration Policy Institute. Washington, DC. Mai. <http://www.migrationpolicy.org/research/uganda_two.php>
- RLP (Refugee Law Project). 2004. *Negotiating Peace: Resolution of Conflicts in Uganda's West Nile Region*. Document de travail n° 12 du Refugee Law Project. Kampala: Refugee Law Project.
- Rose, Heidi, Irene Sattarzadeh et Erin Baines. 2005. «Northern Uganda—Human Security Update, Pursuing Peace and Justice: International and Local Initiatives». Vancouver: Liu Institute for Global Issues, Conflict and Development Programme. Mai. Consulté le 2 août 2005. <http://www.ligi.ubc.ca/sites/liu/files/Publications/HSUpdate-Northern_UgandaMay05.pdf>
- Small Arms Survey. Annuaire sur les armes légères 2004: *Droits en péril*. Bruxelles, GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité).
- . Annuaire sur les armes légères 2005. *Au cœur des conflits*. Bruxelles, GRIP (disponible sur www.smallarmssurvey.org).
- Thusi, Thokozani. 2003. «Assessing Small Arms Control Initiatives in East Africa: The Nairobi Declaration». *African Security Review*. Vol. 12, n° 2. Pretoria: Institute for Security Studies. Consulté le 9 janvier 2006. <<http://www.iss.co.za/pubs/ASR/12No2/F2.html>>
- UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance). 2005. «Ouganda: Contexte». New York: UNICEF. Consulté le 23 septembre 2005. <http://www.unicef.org/french/infobycountry/uganda_background.html>
- USAID (Agence des États-Unis pour le développement international). 2005. «Uganda Complex Emergency Situation Report #2 (FY 2005)». ReliefWeb, 13 avril. Washington, DC: USAID. Consulté le 2 août 2005. <<http://www.reliefweb.int/rw/RWB.NSF/db900SID/KHII-6BF35W?OpenDocument>>
- USDOS (Département d'État des États-Unis). 2005. «Uganda: Country Report on Human Rights Practices—2004». Washington, DC: USDOS. 28 février. <<http://www.state.gov/drl/rls/hrrpt/2004/41632.htm>>
- Veal, Angela et Aki Stavrou. 2003. *Violence, Reconciliation and Identity: The Reintegration of Lord's Resistance Army Child Abductees in Northern Uganda*. Monographie n° 92 de l'ISS. Pretoria: Institute for Security Studies. Novembre.

REMERCIEMENTS

Auteur principal

James Bevan

Collaborateurs

David Capie, Anne-Kathrin Glatz, Anders Haugland, Denis Mwaka, Sharmala Naidoo, Stephen Okello et Stella Sabiti